

Toulouse, le 21/11/2023

Monsieur le Directeur Régional,

Nous n'avons pas siégé dans l'instance convoquée ce matin. Avec le boycott des élu·e·s de *Solidaires Finances Publiques 31*, ainsi que celui des élu·e·s CGT, le CSAL sera donc reconvoqué.

Nous siégerons à cette deuxième convocation et nous exprimerons sur tous les points de l'ordre du jour. Inlassablement nous maintenons notre démarche de défendre les revendications des personnels et nous efforçons de jouer notre rôle de représentants des personnels utilement, même si le dialogue social est difficile, ce qui nous permet aussi de rendre compte.

Aujourd'hui notre boycott se veut solennel pour exprimer notre ras le bol sur un sujet essentiel : l'absence de reconnaissance en matière de rémunération pour les agent·e·s publics et tout particulièrement pour les personnels de la DGFIP :

- Nous sommes scandalisés par les annonces du Ministre de la Fonction Publique annonçant une « année blanche » en 2024 pour la rémunération des fonctionnaires. Alors que les agent·e·s publics sont en première ligne au service des populations et des collectivités, ce signe de mépris est désastreux !
- Nous vous demandons, comme nous avons pu l'exprimer devant le délégué inter-régional, de relayer au plus haut niveau le scandale de l'indemnité de résidence refusée aux fonctionnaires du 31 alors que nos territoires multiplient les critères (coût de la vie, des loyers et plus largement de l'immobilier, problématique des transports).
- Nous constatons que 80 % des effectifs de la DGFIP sont écartés de la récente prime « one shot » annoncée qui provoque des incompréhensions majeures dans le réseau. Nous dénonçons ce mépris grave pour les agent·e·s et leur investissement au quotidien sur toutes les missions et dans tous les services.
- Alors que des « négociations difficiles » sont en cours à la DGFIP, les premières annonces de propositions de la DG sur les régimes indemnitaires pérennes sont honteuses, avec quelques euros par mois, bien loin des retards et de l'attente sur la reconnaissance des personnels. Là aussi le mépris est manifeste.



Demain, mercredi 22 octobre, une nouvelle réunion nationale se tiendra sur les négociations indemnitaires. Nous formulons le vœu que la DG revienne à la raison avec des propositions de revalorisations pérennes qui ne soient pas une nouvelle provocation.

Notre boycott du jour se veut clairement un signal d'alerte que nous vous demandons de relayer immédiatement auprès de la DG.

**Les agents de la DGFIP méritent d'être soutenus, respectés, reconnus.
Nous exigeons notre dû !**

Les élu·e·s de *Solidaires Finances Publiques 31* au CSAL